

BRÈVES ÉCONOMIQUES de Doha

LE CHIFFRE A RETENIR

6 %

La part des Qatariens dans la main d'œuvre totale
du pays.

Une publication du SE de Doha
23 juillet 2026

L'Edito :

Objet de critiques de la part de la communauté internationale lors des préparatifs de la coupe du monde 2022, le marché du travail qatarien a subi des réformes importantes, avec l'appui de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), qui ont permis de renforcer le droit des travailleurs immigrés. Dans le cadre de sa Vision nationale 2030, le Qatar tente désormais d'améliorer la productivité de ses citoyens et l'attractivité du secteur privé, mais se heurte à des rigidités structurelles qui seront difficiles à surmonter.

Le marché du travail qatarien s'avère singulier à bien des égards, notamment parce que le chômage y est inexistant. Selon la dernière étude exhaustive sur le sujet conduite par le *National Planning Council* -dont on peut estimer que les résultats n'ont que marginalement évolué depuis lors-, les Qatariens représentaient, en 2023, moins de 6 % des personnes en emploi du pays (environ 125 000 pour une population active totale de près de 2,2 M), soit une proportion inférieure à leur part dans la population totale (environ 11 %), en raison d'un taux d'emploi très faible (54 %). Ces derniers occupaient dans leur immense majorité un emploi dans le secteur public (plus de 80 %). Les inégalités de genre y demeuraient particulièrement fortes puisque les femmes représentaient moins de 18 % des personnes en emploi en 2023, en raison de la forte proportion d'hommes dans la population de travailleurs immigrés et d'un faible taux d'emploi des femmes qatariennes (44 %).

Critiqué à cause des conditions de travail de la main d'œuvre étrangère bon marché, le Qatar a su adopter des réformes importantes depuis 2018 pour améliorer le droit des travailleurs. En amont de la Coupe du monde 2022, le Qatar a ainsi mis fin à la plupart des dispositions du régime de la « Kafala », un système de parrainage qui contraignait le salarié étranger à demander l'autorisation de son employeur pour changer d'emploi ou quitter le pays. Un salaire minimum de 1 000 QAR (275 USD) a également été instauré en 2021, une première dans le Golfe. Toutefois, le rythme des réformes a récemment ralenti et le Qatar travaille désormais davantage à l'augmentation des compétences et de la productivité des nationaux, dans le contexte de sa Vision 2030.

Afin d'accompagner la diversification de son économie et d'accélérer la réduction de ses dépenses publiques, le gouvernement qatarien souhaite doubler le taux d'insertion des Qatariens dans le secteur privé pour atteindre 20 % en 2030. Cette ambition s'inscrit dans la lignée de l'objectif plus global d'atteindre 4 % de croissance des secteurs hors hydrocarbures par an d'ici 2030. Le gouvernement, qui souhaite favoriser l'émergence d'entreprises nationales plus innovantes, incite ses ressortissants à rejoindre le secteur privé. Plusieurs défis majeurs persistent cependant : des conditions de travail moins attractives que le secteur public et un stade de développement encore limité.

Pour mener à bien ce rééquilibrage en faveur du secteur privé et augmenter la productivité de son économie, les autorités qatariennes mènent des politiques ambitieuses. Dans le cadre de sa politique d'*in-country value* (ICV) qui vise à augmenter la contribution d'une entreprise à l'économie locale, les autorités ont mis en place des politiques de « qatarisation » des emplois via des incitations financières pour les Qatariens rejoignant le secteur privé, des avantages pour les entreprises, ou encore la prise en charge de leurs études supérieures à l'étranger. Le Qatar souhaite, par ailleurs, continuer à automatiser son économie, en misant notamment sur l'intelligence artificielle. Toutefois, des difficultés structurelles devraient persister en raison du manque d'incitation à l'effort, d'une concurrence modérée (seuls 10 000 diplômés Qatariens intègrent le marché du travail chaque année) et du peu de transfert de compétences dû à la forte mobilité des expatriés.

Actualités

Selon un rapport sur l'investissement dans le monde 2026 de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), le Qatar a enregistré un boom des flux entrants d'investissements directs étrangers (IDE) en 2025. Les flux d'IDE entrants ont ainsi été multipliés par plus de six, passant de 460 M USD en 2024 à près de 3 Mds USD en 2025. Ils se sont principalement concentrés dans les secteurs de la chimie, de l'énergie et des technologies de l'information. Le Qatar est le 5^{ème} récipiendaire d'IDE de la région, derrière les Emirats Arabes Unis, l'Arabie saoudite, Oman et la Turquie. ([CNUCED](#))

La Chambre de Commerce et d'Industrie France-Qatar a signé un protocole d'accord avec le Qatar Financial Centre (QFC), un centre d'affaires et financier qui permet aux entreprises étrangères de s'implanter au Qatar, afin de renforcer le commerce et les investissements bilatéraux. ([CCI](#))

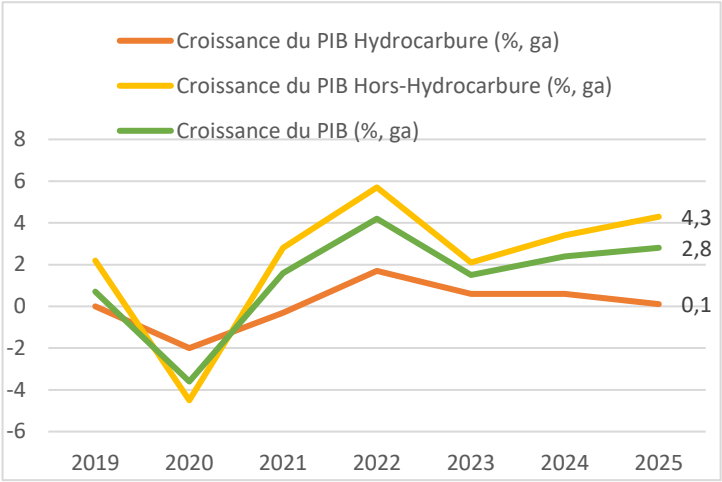
Neuf dirigeants d'entreprises qatariennes figurent dans le classement annuel des 100 principaux leaders économiques de 2026 de CNBC Arabia, la seule chaîne business en continu et en arabe au Moyen Orient. Le classement met en valeur les dirigeants de la région, qui sont évalués selon cinq critères : la performance financière, l'impact sur le marché, l'innovation, la gouvernance et la résilience. ([CNBC Arabia](#))

L'agence Capital Intelligence Ratings (CI) a confirmé la notation souveraine du Qatar à AA à long terme et sa note A1+ à court terme. L'agence de notation met en avant la solidité des finances publiques et de la position extérieure de l'émirat qui lui permettent d'absorber le choc extérieur depuis février 2026. Parmi les marges de manœuvre dont dispose le Qatar, l'agence souligne notamment le portefeuille d'actifs étrangers détenus par le fonds souverain, la Qatar Investment Authority, l'importance des réserves d'hydrocarbures du pays, ou encore la stabilité des réserves de la banque centrale (maintenues à un niveau de 72 Mds USD depuis décembre 2025). ([The Peninsula](#))

Indicateurs macro

Croissance du PIB

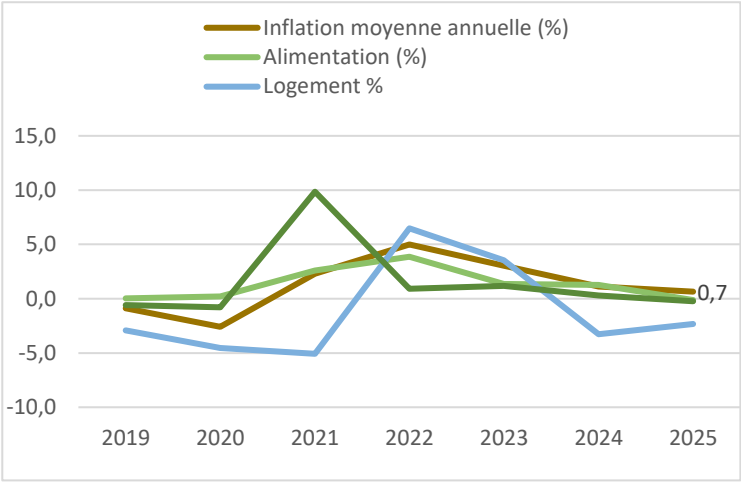
En 2025, la croissance du PIB du Qatar était de **2,8 %**, portée par une forte croissance des secteurs hors hydrocarbures.



Sources : FMI, SE de Doha

Inflation

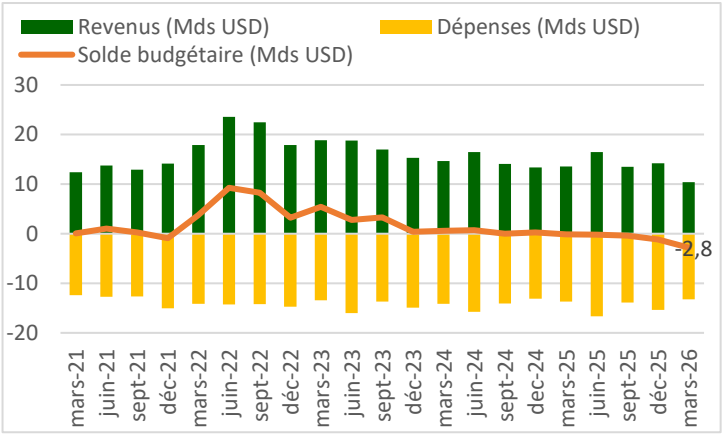
En mai 2026, l'indice des prix à la consommation a augmenté de **2,20 %** sur un an.



Sources : National Planning Council, SE de Doha

Solde budgétaire

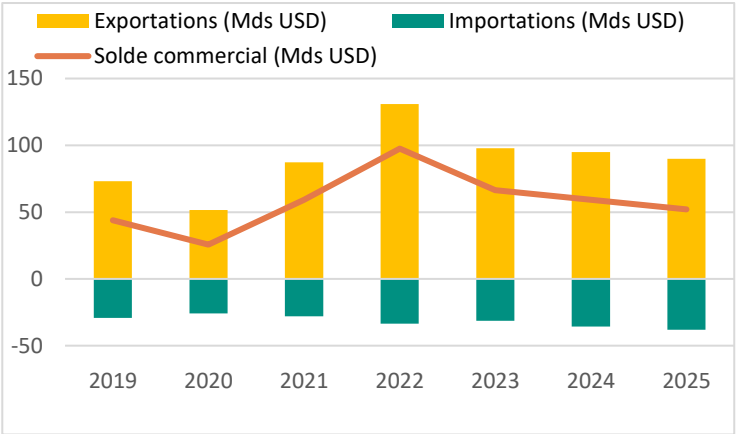
Le solde budgétaire était déficitaire à hauteur de **2,8 Mds USD** au T1 2026.



Sources : Ministère des Finances du Qatar, SE de Doha

Solde commercial

En 2025, la balance commerciale du Qatar était excédentaire à hauteur de **52 Mds USD**.



Sources : National Planning Council, SE de Doha

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Doha

Rédacteur : Barthélemy GADRET Pour se désabonner : barthelemy.gadret@dgtresor.gouv.fr

Pour plus d'actus sur l'activité du SE de Doha : [QATAR | Direction générale du Trésor \(economie.gouv.fr\)](http://QATAR | Direction générale du Trésor (economie.gouv.fr))

La revue de presse de Doha, réalisée à partir d'informations recueillies en sources ouvertes, est à but strictement informatif. Le Service Economique de Doha décline toute responsabilité quant à l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elle contient.